

Budget federal 2022-2023

Faits saillants et réactions

Avril 2022

MUNISCOPE



Table des matières

Budget 2022-2023	3
Réactions	6
Gouvernements provinciaux et territoriaux	6
Associations municipales	7
Municipalités	8
Organisations.....	11
Médias	14
Référence.....	18

Budget 2022-2023

Le 7 avril 2022, la ministre des Finances du Canada, Chrystia Freeland a présenté le Budget du Canada 2022 intitulé [*Un plan pour faire croître notre économie et rendre la vie plus abordable*](#). Le Budget prévoit 7,4 milliards \$ en nouvelles dépenses cette année. Le déficit prévu pour l'année 2022-2023 est de 113,8 milliards \$, soit moins que les prédictions de 144,5 milliards \$ comprises dans l'Énoncé économique de l'automne 2021. Le ratio de dette/PIB projeté en 2026-2027 sera de 41,5% et le ratio déficit/PIB de 0,3%.

Habitation

- Inciter les villes à construire davantage de logements et à créer des quartiers plus denses et plus durables en vue d'accroître l'offre de logements;
- 4 milliards de dollars sur cinq ans, à compter de 2022-2023, à la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour lancer un nouveau fonds pour accélérer la construction de logements. Le fonds sera conçu de manière à pouvoir s'adapter aux besoins et aux réalités des villes et des communautés, et pourrait offrir du soutien comme un incitatif annuel « par porte » pour les municipalités, ou un soutien initial pour les investissements dans les processus municipaux de planification et d'exécution des programmes de logement qui accéléreront la construction de logements. Le fonds pour accélérer la construction de logements aura un système de demande unique souple et permettra tout de même aux municipalités d'accéder à d'autres programmes connexes.

Transport en commun/habitation

- [annoncé préalablement]. 750 millions de dollars en 2021-2022 pour aider les municipalités qui doivent combler leurs manques à gagner au titre du transport en commun. Afin d'accroître l'incidence de cet investissement, le financement proposé sera subordonné à l'engagement des gouvernements provinciaux et territoriaux de fournir un montant équivalent à la contribution fédérale et d'accélérer le travail qu'ils font avec les municipalités en vue de construire plus de logements.

Infrastructure

- Le gouvernement entend devancer l'échéance pour que les provinces consacrent tout leur financement restant dans le cadre du Programme d'infrastructure Investir dans le Canada à des projets prioritaires au 31 mars 2023. Tout fonds inutilisé après cette date sera réaffecté à d'autres priorités. Le gouvernement fédéral travaillera en étroite collaboration avec les provinces pour les aider à accélérer la présentation des projets. La date limite actuelle du 31 mars 2025 demeurera inchangée pour les territoires.
- Prolongement l'échéance de construction du Programme d'infrastructure Investir dans le Canada d'octobre 2027 à octobre 2033.

Climat

- 1,7 milliard de dollars sur cinq ans en vue de prolonger le programme Incitatifs pour l'achat de véhicules zéro émission.
- 547,5 millions de dollars sur quatre ans pour lancer un nouveau programme d'incitation à l'achat de VZE moyens et lourds.

- Un financement pour établir un réseau national de bornes de recharge pour véhicules électriques (mesure non-chiffrée).
- 250 millions de dollars sur quatre ans pour appuyer les activités préalables au développement de projets d'électricité propre d'importance nationale, comme les projets interprovinciaux de transport d'électricité et les petits réacteurs modulaires.
- 600 millions de dollars sur sept ans pour le Programme des énergies renouvelables intelligentes et de trajectoires d'électrification.
- 25 millions de dollars pour établir des initiatives stratégiques régionales afin de travailler avec les provinces, les territoires et les intervenants pertinents pour élaborer des plans énergétiques carboneutres.

Développement rural

- 3,8 milliards de dollars sur huit ans pour lancer la première stratégie sur les minéraux critiques du Canada, qui créera des emplois dans les communautés rurales d'un bout à l'autre du pays;
- 346,1 millions de dollars pour former 1 000 pompiers et leur fournir du nouveau matériel, et de 169,9 millions pour créer un nouveau système de satellite de surveillance des incendies de forêt;
- 55 millions de dollars pour améliorer et entretenir le Sentier transcanadien.

Alimentation

- Au cours de la prochaine année, la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et la ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social collaboreront avec les provinces, les territoires, les municipalités, les partenaires autochtones et les intervenants afin d'élaborer une politique nationale en matière d'alimentation dans les écoles et d'examiner la façon dont un plus grand nombre d'enfants canadiens peuvent recevoir des aliments nutritifs à l'école.

Communautés autochtones

- 11 milliards de dollars supplémentaires sur six ans pour continuer de soutenir les enfants et les familles autochtones, et aider les communautés autochtones à poursuivre leur croissance et à façonner leur avenir.
- 4,7 milliards de dollars afin d'aider les communautés à composer avec leur passé et à bâtir un avenir où les enfants autochtones pourront s'épanouir.
- Soutenu par des investissements antérieurs, le budget de 2022 vise à renforcer les fondements nécessaires à la santé des communautés, notamment le logement et l'eau potable. Il vise également à régler les problèmes de santé et de bien-être mental persistants en assurant un accès continu à des services adaptés à la culture qui répondent aux besoins particuliers des peuples et des communautés autochtones. De plus, les investissements proposés renforceront le contrôle des Premières Nations sur l'enseignement primaire et secondaire dans les réserves [Mesure non-chiffrée].
- 398 millions de dollars sur deux ans, à compter de 2022-2023, pour appuyer l'infrastructure communautaire dans les réserves, dont au moins 247 millions de dollars seront investis pour traiter les problèmes d'infrastructures d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées.

- 
- 173,2 millions de dollars sur dix ans, à compter de 2022-2023, pour appuyer le transfert à l'Autorité de gestion des eaux des Premières Nations de l'Atlantique des services d'eau et d'eaux usées fournis à 17 communautés.
 - 162,6 millions de dollars sur trois ans, à compter de 2022-2023, afin de permettre l'achèvement de l'infrastructure relativement à la convention de règlement de la bande du lac Lubicon.
 - Un financement de 2,4 milliards de dollars sur cinq ans pour soutenir le logement des Premières Nations dans les réserves;
 - 565 millions de dollars sur cinq ans pour soutenir le logement dans les communautés des Premières Nations autonomes et titulaires de droits issus de traités modernes;
 - 845 millions de dollars sur sept ans pour soutenir le logement dans les communautés inuites;
 - 190 millions de dollars sur sept ans pour soutenir le logement dans les communautés métisses.
 - 65,8 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2022-2023, et 11 millions de dollars par la suite au ministère de la Justice Canada et à Ressources naturelles Canada afin d'accélérer les travaux visant à satisfaire aux exigences législatives, y compris l'élaboration conjointe d'un plan d'action avec les partenaires autochtones [Mise en œuvre de Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones].
 - À l'appui de ces efforts, le budget de 2022 propose également de verser
 - 9,5 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2022-2023, au ministère de la Défense nationale pour lui permettre d'harmoniser ses opérations et ses activités de mobilisation avec les peuples autochtones et la Loi.

Réactions

Gouvernements provinciaux et territoriaux

PT Governments	Réactions
Colombie-Britannique	<ul style="list-style-type: none">• B.C. Finance Minister Selina Robinson said British Columbia was also hoping for a shift by Ottawa to contribute more to health care transfers to the provinces but said “on the surface” the housing affordability measures will be welcome.• “All the premiers right across the nation have talked about the need for the federal government to more fully participate in health care transfers. We were hoping for more,” she told reporters in Victoria, adding that she understood Ottawa was committed to dialogue.
Saskatchewan	<ul style="list-style-type: none">• Premier Scott Moe said the budget didn’t create incentives to stimulate the economy to pay for the federal government’s programs.• It also didn’t meet Saskatchewan’s expectations, notably in the energy sector.• “While it appears federal NDP and Liberal priorities have been addressed, this budget misses the mark for provincial priorities when it comes to the Canada Health Transfer and initiatives for the energy sector, like enhanced oil recovery and a concrete plan for carbon capture utilization and storage,”• “The Trudeau government had an opportunity to make a clear commitment to North American energy independence, but of course, that’s something we will never see in an NDP-Liberal budget.”
Ontario	<ul style="list-style-type: none">• Ontario’s housing minister is hailing the federal budget as a big help in easing the affordability crisis that has seen home prices soaring out of reach for many people.• The \$10.2 billion in funding to build more affordable homes and help people finance their first homes through a tax-protected saving program is “significant,” Municipal Affairs and Housing Minister Steve Clark said Thursday.• “I’m hoping the funds will fit together with each other and we’re able to build upon the work that our government is doing here in Ontario ... the housing supply crisis needs long-term coordinations of government.”
Québec	<ul style="list-style-type: none">• “Le budget présenté cet après-midi pose des gestes dans plusieurs dossiers importants mais nous déplorons l'absence d'augmentation des transferts en santé. Notre demande répétée est claire et le gouvernement fédéral doit y répondre le plus rapidement possible ». (Eric Girard, Ministre des Finances).
Nouvelle-Écosse	<ul style="list-style-type: none">• Premier Tim Houston welcomed the federal government's “recognition” that initiatives are needed on housing in the federal budget released on Thursday but said it's not enough.• Speaking to reporters in Halifax early Thursday evening, said there's no immediate relief for Nova Scotians in what was announced.

	<ul style="list-style-type: none"> • “There’s some good stuff - the savings plan stuff is good (in) a bit longer term, for sure – but here's what I would say: the recognition of the federal government on the housing file is a good start because that does open the door, then, for us. It puts the onus back on the provinces to come up with ideas and to advance proposals to them and I have every reason to believe that they would be receptive to those types of things.” • Houston said his government is very focused on housing and affordability, so any kind of programs to put money toward the construction of new homes would have been welcome.
Île-du-Prince-Édouard	<ul style="list-style-type: none"> • Premier Dennis King - “I would like to congratulate Deputy Prime Minister and Minister of Finance, Chrystia Freeland for introducing the 2022-2023 federal budget earlier today. The budget aligns with the priorities of our government including supporting our agriculture sector, investing in health human resources, creating additional housing opportunities, and developing a clean technology sector in Canada. • After many months and numerous conversations with the Prime Minister and other senior ministers, we are pleased to see \$16 Million earmarked in the Jobs and Growth Fund through the Atlantic Canada Opportunities Agency to support long-term investments and assist in stabilizing the potato sector and supply chain. We are also pleased to see that our request to expedite the soil sampling in fields across the province will be expedited with \$12 Million allocated through CFIA to increase the resources required to complete sampling as soon as possible.”

Associations municipales

Associations municipales	Réactions
FCM	<ul style="list-style-type: none"> • « La FCM accueille favorablement les investissements annoncés pour accroître la portée de l’Initiative pour la création rapide de logements (ICRL) et la prolongation de financement supplémentaire sur deux ans au programme Vers un chez-soi. L’ICRL a été un véritable succès, et nous continuerons à inciter le gouvernement à la faire évoluer vers un outil à long terme pour éliminer l’itinérance chronique. Il sera nécessaire de répondre au besoin important de co-développer une stratégie de logements pour les Autochtones, adéquatement financée, en partenariat avec les fournisseurs de logements autochtones. Cela est indispensable pour les ménages autochtones des collectivités urbaines, rurales et du Nord. • « L’engagement en vue d’améliorer l’Initiative Financement de la construction de logements locatifs et le Fonds national de co-Investissement pour le logement est également bienvenu... » • « La relance du Canada doit être ancrée dans nos collectivités rurales, qui représentent le tiers de notre économie nationale. La

	<p>FCM accueille favorablement les nouveaux investissements dans les solutions climatiques naturelles, la prévention des incendies de forêt et le soutien aux médecins, ainsi que l'engagement à faire en sorte que le Fonds pour accélérer la construction de logement tienne compte des petites collectivités et des collectivités rurales, surtout celles qui connaissent une croissance rapide.</p>
<p>Union des municipalités du Québec (UMQ)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'Union des municipalités du Québec (UMQ) accueille positivement plusieurs mesures du budget fédéral 2022-2023. • L'Union est particulièrement satisfaite des sommes annoncées afin de répondre à la pénurie de logement, soit 1,5 milliard \$ sur deux ans pour prolonger l'Initiative canadienne pour la création rapide de logements (ICRL), ainsi que 4 milliards \$ sur cinq ans pour créer un nouveau fonds permettant d'accélérer la construction de logements. Aussi, l'UMQ se réjouit de l'accélération du déploiement des sommes prévues dans le cadre du Fonds national de co-investissement, deux ans plus tôt que prévu. • L'UMQ est satisfaite des 9,1 milliards \$ confirmés dans le budget pour réaliser le Plan de réduction des émissions pour 2030. • Enfin, l'UMQ juge particulièrement intéressantes les deux mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ○ 562,2 millions \$ sur deux ans à compter de 2024-2025 pour lutter contre l'itinérance; ○ 625 millions \$ sur quatre ans à compter de 2023-2024 en services de garde, pour construire notamment de nouvelles installations. Une entente asymétrique est prévue avec le Québec à ce chapitre. • L'UMQ se montre déçue cependant que le plan budgétaire ne prévoie aucun investissement additionnel pour certains dossiers stratégiques prioritaires pour le milieu municipal, notamment les infrastructures récréatives et sportives et le transport aérien.

Municipalités

Municipalités	Réactions
<p>Edmonton, AB</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mayor Amarjeet Sohi, reacting to Thursday's budget release, said he's pleased to see commitments in two areas he's been lobbying the federal government for action and investment. • "We wait for the details, but broadly, overall I'm pleased with these two initiatives which will allow us to attract billions (of dollars) of investment into carbon capture storage utilization, billions of dollars of investment into hydrogen, reduce emissions, create jobs, and help in the energy transition," he told media Thursday. • Sohi said the affordable housing commitments, including funds for rapid housing, are good things for the city and these efforts will help work toward ending houselessness. He said the city has been a leader in partnering with the Government of Canada and there are already plans to have 500 supportive housing units built this year.

	<ul style="list-style-type: none"> • "Affordability is becoming a real concern for a large number of Canadians, including a large number of Edmontonians. Not only housing but many other aspects of the expenses that people have to pay for on a daily basis, " he said. • He's also glad to see the attention toward reconciliation. "This is an incredibly important issue that deserves to be funded in a meaningful way." • But he does think the federal government could have gone further in some areas. For one, Sohi would have liked more investment in energy retrofitting for both municipalities and the private sector.
Calgary, AB	<ul style="list-style-type: none"> • The federal government's 2022 budget includes some boosts to Calgary, including the creation of more affordable housing units, said Mayor Jyoti Gondek. • Gondek said she expects the budget will help address the "critical need" for more affordable housing. • "We have seen tremendous success with this type of initiative and the way that the budget flows, so we're pretty happy," Gondek said. • "Overall, there's potentially a lot of good news for Calgary, but the details are slim and we need to remain vigilant in our advocacy to get our fair share." • But she said the city was disappointed by a lack of funding for the city's downtown, saying that while some sectors central to Calgary's core saw investments, "that doesn't help cities themselves deliver on important infrastructure that's needed for downtown strengthening and revitalization."
Barrie, ON	<ul style="list-style-type: none"> • Acting Mayor Barry Ward told BarrieToday that nothing in Thursday's budget announcement came as a surprise, adding the "proof will be in the pudding" as to whether or not the city will see much of the announced funding. • "Certainly, there's been federal money available for housing for a long time; our problem has been Barrie has gotten very little of it," Ward said. "We've gotten some of it — for example, the eight-storey building you now see under construction on Dunlop Street West... that has federal CMHC money to help keep it affordable. • "There just hasn't been enough of it. I guess it doesn't matter how much money is promised by the federal government, we just actually need to see some of it come to Barrie before we know if it's a success or not," he added. • Many of the items announced in the budget, Ward added, won't actually have much impact on the city. • "They announced money to speed up the process, and I don't think that's a problem with Barrie. We just passed a new Official Plan and are working on a new zoning bylaw which we've got money from the province (for). Those are well underway... and we've done a pretty good job keeping our bylaws up to date and allowing in-fill housing to make it more affordable, (so) we are actually ahead of the curve on that one." • Regarding the announcement for investment in the Canadian Infrastructure Bank "Hopefully there will be something of that for

	<p>municipalities, too," Ward said. "Part of our climate-change plan is to concern our fleet to electric wherever possible, everything from parks vehicles to city buses... so anything in there that will help the city do that faster will certainly help us meet our climate goal targets."</p>
Vancouver, C-B	<ul style="list-style-type: none"> • Mayor Kennedy Stewart issued a statement calling the document a "landmark budget" that would help make life more affordable for Canadians. • "Truly moving the needle on housing will require all levels of government working together to build the homes we need," the mayor's statement said.
Montréal, QC	<ul style="list-style-type: none"> • « Nous saluons le budget fédéral axé sur le logement et l'abordabilité. Nous aurions toutefois souhaité que la même importance soit accordée à la transition écologique ». • « Les mesures touchant l'habitation répondent à un besoin criant vécu par les Montréalaises et Montréalais. L'aide au logement abordable et la mesure pour limiter les «flips immobiliers» étaient nécessaires ». • « En environnement, nous saluons l'appui financier pour l'arrivée du bureau de l'ISSB à MTL. Malgré les investissements pour accélérer l'électrification des transports, nous aurions souhaité voir un engagement plus concret pour lutter contre les changements climatiques ». • « Nous souhaitons également que le gouvernement s'engage clairement à lutter contre la prolifération des armes à feu au pays grâce à de nouveaux investissements. C'est une déception pour Montréal, qui a investi 7,4 M\$ en prévention de la violence en 2022 » (Mairesse Valérie Plante).
Toronto, ON	<ul style="list-style-type: none"> • Toronto Mayor John Tory said the budget's moves to boost housing supply should help reduce home prices, and its cash for affordable housing and homelessness initiatives was also welcomed. But he said he looked forward to seeing more details about the \$4-billion housing accelerator fund. He also said he would continue to push for additional financial aid for cities such as his facing massive COVID-related shortfalls. • "We are determined to keep these discussions going to protect needed infrastructure improvements, many of which support the creation of new housing, create jobs and build our economy," Mr. Tory said.
Halifax, N-É	<ul style="list-style-type: none"> • Halifax Mayor Mike Savage, who is chair of the Federation of Canadian Municipalities' Big City Mayors' Caucus, said the budget could make a meaningful difference to the housing situation. He lauded it for acknowledging the scale of the housing challenge and recognizing municipalities "are a serious partner" in addressing it. • "These are extraordinary times. We need to build housing," he said. "The problem isn't going to go away any time soon and I think bold action is needed and I see a lot of that in the budget."

Ottawa, ON	<ul style="list-style-type: none"> • Coun. Scott Moffatt, co-chair of the city’s planning committee, said the three levels of government should be on the same page on ideas for municipal land-use planning. • “You’d like to think the federal government would speak to municipalities before making undefined commitments regarding our permitting process,” Moffatt said. “On that, I’m not entirely convinced money is the key factor keeping the city from processing applications more quickly.” “You cannot rush building code compliance as a means to achieve more affordable housing,” Moffatt said.
Winnipeg, MB	<ul style="list-style-type: none"> • Mayor Brian Bowman said in a statement that he is happy to see affordable housing investments, but he said making the doubling of the gas tax revenue permanent and new money for transit was missing from the budget.
Hamilton, ON	<ul style="list-style-type: none"> • Mayor Fred Eisenberger - “I am encouraged by the budget and its priorities to tackle housing, homelessness, and climate change. I particularly appreciate the new measures to address homeless military veterans. These are all issues that are important to Hamiltonians.”
Mississauga, ON	<ul style="list-style-type: none"> • Mayor Bonnie Crombie – “Some great new investments in the (2022 Budget), including those that help make it easier to buy a home, dental program for kids under 12, and targeted investments to grow low-carbon sector & help transition to net-zero. Looking forward to learning more about supports for cities.”

Organisations

Organisations	Réactions
Canadian Centre for Policy Alternatives (CCPA)	<ul style="list-style-type: none"> • “The federal government is definitely back into the housing game—and that’s good news—but there’s room to go bolder and do more for tenant families,” says CCPA-Ontario Senior Researcher Ricardo Tranjan. • “This is yet another budget without measures to curb the financialization of housing. By this time next year, even more homes will be owned by speculators rather than by working families. We need to move faster on this front,” Tranjan says. • “The extension of the Rapid Housing Initiative is positive, but why not make it permanent? We won’t solve the housing question with piecemeal, year by year commitments. More money going to co-operative housing is also good news; non-for-profit housing is the best and only long-term solution for housing affordability,” says Tranjan. • “Electric cars are one piece of the climate puzzle,” says CCPA Senior Researcher Hadrian Mertins-Kirkwood, “but we need to go bolder if we’re going to reach net-zero emissions by 2050. New tax breaks

	<p>for carbon capture technology are yet another subsidy to fossil fuel companies—which declared \$34 billion in profits in 2021—at exactly the time when we should be actively winding down oil and gas production.”</p>
<p>Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) est déçue que le budget fédéral déposé aujourd'hui ne contienne aucune mesure pour soutenir la reprise postpandémique des PME. Pourtant, celles-ci peinent toujours à se remettre après deux années extrêmement difficiles et font face à l'augmentation de nombreux coûts ainsi qu'à l'accumulation de dettes résultant de la COVID-19.
<p>Syndicat Canadien de la Fonction publique -FR</p>	<ul style="list-style-type: none"> • « Les travailleuses et les travailleurs ont besoin d'un budget qui les sert bien. Nous sommes déçus de voir celui-ci rater la cible en ce qui concerne certains services publics, comme la santé et les services éducatifs de garde à l'enfance, et les gens dévoués qui les fournissent dans nos communautés », a déclaré le président national du SCFP, Mark Hancock. Le SCFP, est heureux que le budget soit le reflet de certains engagements sur les soins dentaires et le logement contenus dans l'accord entre libéraux et néo-démocrates. « Ce budget est une autre preuve que les libéraux sont doués pour faire des promesses, mais que ce sont les néo-démocrates qui concrétisent celles-ci »
<p>Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Même s'il consacre 10 milliards \$ en cinq ans à l'habitation, le budget de la ministre des Finances, Chrystia Freeland, laisse le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) sur sa faim. • Il aurait, à son avis, été « préférable que le gouvernement concentre ses ressources sur la construction de logements sociaux, à caractère sans but lucratif, qui représentent la seule façon non seulement de réaliser en très grand nombre des logements locatifs vraiment abordables, mais aussi de s'assurer qu'ils le demeureront à long terme ».
<p>Chambre de commerce du Canada</p>	<ul style="list-style-type: none"> • « Les entreprises canadiennes viennent de vivre deux années sans précédent, caractérisées par plusieurs vagues d'une pandémie, une inflation qui a atteint son plus haut niveau en trente ans, des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, des événements météorologiques extrêmes et des tensions géopolitiques. Dans ce contexte, il n'a jamais été aussi important pour le gouvernement fédéral de miser sur la croissance économique. • Cette croissance économique doit être menée par le secteur privé. Bien que nos finances publiques aient été favorisées par des taux d'inflation et des prix de l'énergie plus élevés ainsi que par des taux d'intérêt bas, nous ne pouvons pas emprunter ou compter sur l'inflation pour assurer notre prospérité. Les dépenses fédérales doivent être à la fois responsables sur le plan fiscal et être affectées aux domaines où elles peuvent générer de véritables retombées économiques. Pour stimuler la croissance économique, il est impératif de faire appel à tous les outils à notre disposition, y

	<p>compris les politiques fiscales, réglementaires, du travail et de l'infrastructure, afin d'attirer les investissements du secteur privé.</p>
<p>L'Alliance de la Fonction publique du Canada</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'AFPC se réjouit des investissements du gouvernement fédéral dans le budget 2022 qui rendront la vie plus abordable pour les travailleuses, les travailleurs et leurs familles. Il s'est engagé fermement à investir dans les soins dentaires, le logement et les services de garde d'enfants, ce que l'AFPC revendique depuis longtemps. • Cela dit, l'AFPC déplore l'absence de mesures permettant de créer une fonction publique solide et résiliente qui sera là pour les Canadiennes et Canadiens lorsqu'ils en auront le plus besoin. • Le gouvernement a caché de coupes potentielles de plus de neuf milliards de dollars derrière un inquiétant « examen des politiques stratégiques », qui vise à réaliser des économies en assurant l'efficacité des programmes et du fonctionnement du gouvernement. Cette mesure pourrait avoir une réelle incidence sur les services publics dont dépend la population et, éventuellement, sur les emplois du secteur public. • « Le gouvernement tente de nous convaincre que cet examen représente un moyen de trouver des économies dans le sillage de la pandémie, déclare Chris Aylward, président national de l'AFPC. Mais l'examen soulève de graves préoccupations et nous en surveillerons le déroulement de près pour que ces "économies" ne soient pas synonymes de pertes d'emplois et d'austérité pour les fonctionnaires. »
<p>Réseau action climat</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le budget fédéral présenté aujourd'hui par la ministre des Finances Chrystia Freeland expose la réponse inadéquate et incrémentielle du Canada face aux crises mondiales actuelles. Il révèle que le gouvernement fédéral continue de donner la priorité aux technologies risquées plutôt que d'investir dans une transition juste et dans les réductions réelles d'émissions qui sont le seul moyen sécuritaire d'éviter une catastrophe climatique. • « Ce budget est une tentative ratée face à l'urgence du moment. Les crises du climat et de la sécurité énergétique exigent une vision et un plan de transition qui priorisent les besoins des gens et des communautés partout. Aujourd'hui, la Ministre Freeland a annoncé que le Canada a toutefois l'intention de garder l'industrie des combustibles fossiles aux commandes en lui accordant des crédits d'impôt coûteux au lieu d'utiliser ces fonds pour investir dans un avenir durable et sécuritaire. »
<p>Fédération des contribuables du Canada</p>	<ul style="list-style-type: none"> • "Freeland is giving taxpayers another credit card budget with no plan to pay the bills on time and chip away at the \$1-trillion debt," said Franco Terrazzano, Federal Director of the CTF. "Freeland is taking the wait-and-see approach to the government's credit card bills and hoping the economy can grow faster than its borrowing, but that's not a good bet with its track record of runaway spending." • "Interest charges on the government's credit card is costing taxpayers more than \$2 billion every month," said Terrazzano.

	<p>"Every month taxpayers pay more in federal debt interest charges than the Alberta government spends on health care."</p> <ul style="list-style-type: none"> • "The government is talking about making life more affordable, but people are struggling to fill their cars with gasoline and pay for ground beef at the grocery store because Ottawa is spending like crazy and raising taxes," said Terrazzano. "Trying to ease inflation with more government debt is like trying to put out a fire with gasoline." • "Freeland should lower taxes and end the runaway spending to make life more affordable."
Association Canadienne d'habitation et de rénovation urbaine -FR	<ul style="list-style-type: none"> • L'Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine (ACHRU) s'est réjouie de voir le gouvernement fédéral mettre l'accent sur le logement. Cependant, un examen plus approfondi des mesures spécifiques soulève des inquiétudes concernant le nombre de nouveaux logements qui seront construits, et en particulier pour les peuples autochtones dans les régions urbaines et rurales. • Ce budget est particulièrement très décevant en ce qui concerne le logement autochtone en milieu urbain, rural et nordique, puisqu'il consacre 300 millions de dollars sur cinq ans au co-développement et au lancement d'une stratégie de logement autochtone en milieu urbain, rural et nordique. • « L'ACHRU est heureuse de savoir que le gouvernement fédéral ait reconnu l'ampleur de la crise du logement dans le budget 2022 », de dire Jeff Morrison, le directeur général de l'ACHRU. « Cependant, lorsqu'on l'examine de plus près, très peu des mesures spécifiques annoncées aujourd'hui entraîneront une augmentation importante de la fourniture de logements abordables, ce dont on a urgemment besoin pour aborder la crise du logement au Canada ».
Fraser Institute	<ul style="list-style-type: none"> • In this year's budget, the Trudeau government has once again failed to demonstrate fiscal prudence, opting to spend almost all the windfall in revenues rather than showing restraint and moving towards a balanced budget. In sum, the fiscal plan in Budget 2022 is shortsighted and represents a wasted opportunity to get federal finances back on track.

Médias

Médias	Réactions
La Presse (1)	<ul style="list-style-type: none"> • Si l'on se fie au budget, le problème économique de l'heure – l'excès d'inflation – disparaîtra dès l'an prochain. Et les taux d'intérêt grimperont somme toute assez peu. Pouf, disparu, l'irritant majeur ! • Le budget de l'an dernier prévoyait exactement le même effet transitoire, qui ne s'est finalement pas confirmé. On voyait

	<p>l'inflation à 2,2 % en 2021, mais la hausse de l'IPC a plutôt été de 3,4 %, en moyenne.</p>
<p>La Presse (2)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Sans surprise, le budget Freeland ne prévoit pas de hausse des transferts en santé. Mais en le lisant, on comprend que l'horloge joue contre les provinces. Plus le temps passe, plus les dépenses récurrentes s'ajouteront aux finances d'Ottawa. Il restera donc moins d'argent à partager. • Analysées individuellement, les nouvelles dépenses peuvent paraître justifiées. On peut aussi soutenir qu'elles ne dépassent pas la capacité de payer du Canada. Après tout, le ratio dette-PIB baissera avec le temps. • Mais au Canada, on ne peut pas s'arrêter à une analyse strictement économique des finances publiques. Le dossier est indissociable de la vision du fédéralisme. • Les dépenses d'Ottawa doivent être évaluées en fonction des champs de compétence et des relations entre le fédéral et les provinces. • Pour l'instant, le Conseil de la fédération fait front commun. La complexe négociation à venir sur le régime national d'assurance médicaments pourrait toutefois changer les choses. Elle risque d'ouvrir la porte à des concessions avec les provinces intéressées par un tel régime. Et ça, c'est sans compter l'effet du contexte économique mondial sur les finances du fédéral.
<p>Le Devoir</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Contrairement à ce qu'on pouvait attendre, le budget n'a pas viré orange : il n'est pas trop marqué par l'entente entre les libéraux et les néodémocrates. Certes, Ottawa met en œuvre un nouveau programme de remboursement des soins dentaires. Doté d'une enveloppe de 5,3 milliards en cinq ans, le programme est ciblé et relativement modeste. • La force de l'économie et l'effet de l'inflation ont permis de réduire le déficit prévu lors de la mise à jour de 2021. Le gouvernement Trudeau poursuit sa stratégie de diminuer la dette de l'État par rapport à la taille de l'économie et dans cinq ans, il parviendra presque à l'équilibre budgétaire. Il aurait pu inscrire un déficit nul en 2026-2027, mais il faut croire qu'il y est allergique. Et il est vrai qu'il y a un élément qui manque à ce budget : un relèvement permanent du financement fédéral en santé. Espérons que ce n'est que partie remise.
<p>Le Journal de Québec/Montréal (1)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Surprise ! Contrairement à ce que nombre d'observateurs anticipaient, dont moi-même, le gouvernement minoritaire de Justin Trudeau ne va pas dépenser la totalité des revenus supplémentaires que la solide croissance économique et les surtaxes bancaires lui rapporteront au cours des cinq prochaines années. • En incluant les « interventions stratégiques » annoncées en décembre dernier et les nouvelles mesures contenues dans le budget 2022-2023 d'hier, le gouvernement Trudeau va dépenser

	<p>lors des cinq prochaines années quelque 29,6 milliards de plus que le montant des dépenses prévues lors de cette mise à jour.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Résultat ? Les prochains déficits annuels s’annoncent moins élevés que les montants anticipés il y a quelques mois. On parle ici d’une diminution « globale » de quelque 19,8 milliards \$ pour les cinq prochains exercices.
<p>Le Journal de Québec/Montréal (2)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Après deux ans d’une pandémie persistante, la ministre le dit «prudent» et «fiscalement responsable». La vision qui s’en dégage n’en reste pas moins résolument sociale-démocrate. • Surtout, en se rapprochant du NPD pour assurer la survie de son gouvernement en Chambre, Justin Trudeau en profite aussi pour bonifier son propre héritage politique. • Quant à Jagmeet Singh, il aura contribué au mieux-être de la société canadienne. Pour un chef d’opposition, l’exploit est des plus honorables.
<p>The Toronto Star</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Finance Minister Chrystia Freeland’s second budget manages to be optimistic about the near future, while being decidedly sour on Canada’s longer-term prospects. • But it also has the merit of being grounded in facts. Fears about the short-term prospects for the country are almost certainly exaggerated, but there are solid reasons to worry about how we’re going to fare beyond that. • In the shorter term, fears that the Trudeau Liberals are on a crazy spending jag without limits should be put to rest. • The problem there is the country’s chronic low rates of investment, which result in low productivity and slow growth. If we can’t figure that out, Canada won’t have the resources to pay for all the fine social programs we want, not next year or the year after that, but in a decade or two. • To tackle this, the government is setting up two new agencies to promote investment and innovation. And it’s pointing the finger at Canadian business, which for many years has come up way short in investing for the future. • Freeland acknowledges that banging on about the need for innovation is one of those issues that makes eyes glaze over. But reversing Canada’s failure to invest at the levels needed to ensure future prosperity is vital. More on that in the days ahead.
<p>The Globe and Mail</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Ms. Freeland’s second budget amounts to an exercise in self-restraint for a Liberal government typically bent on finding any excuse to spend more. There are still some questionable new expenditures, including those aimed at “helping” first-time home buyers. But, overall, this is a wait-and-see budget. • A protracted conflict in Ukraine or even faster-than-anticipated interest rate increases could tip the global economy into a recession. And this budget leaves out hefty big-ticket items that the Liberals have already promised, including pharmacare (to the NDP) and billions of dollars in new defence spending (to Canada’s NATO partners).



	<ul style="list-style-type: none">• As for another major gripe levelled at Ms. Freeland by business leaders – that Ottawa has no strategy for boosting Canada’s long-term growth potential – the budget is a disappointment.• Amid the war in Ukraine, Ms. Freeland’s budget amounts to a missed opportunity to position Canada as the world’s most responsible provider of the natural resources the planet needs now, and those that it will increasingly need in the future, to transition to a low-carbon economy. The Liberals are still constrained by their unwillingness to embrace Canada’s strengths. And that only makes the country weaker.
The National Post	<ul style="list-style-type: none">• Chrystia Freeland, the finance minister, has apparently been spooked by geo-political uncertainties, stampeding inflation and evidence that the future standard of living of Canadians is under threat because of poor economic productivity.• While there is no shortage of spending, it is often not on what the Liberals promised in the 2021 election platform, when it pledged \$78 billion in new “investments” in everything from CBC modernization (\$400 million) to long-term care reform (\$6.5 billion). Those measures are conspicuous by their absence, which is likely to make some voters unhappy.• Officials noted a recent OECD report that ranked Canada dead last of all member countries in terms of long-term per capita growth potential. The budget pointed out that this country is pulling up the rear on business research and development, when compared to its G7 peers. “This trend has to change,” it concluded. Freeland said Canada’s productivity and innovation performance is its “Achilles heel.” “It is time for Canada to tackle it,” she said.



Référence

Gouvernement du Canada. Budget 2022. [*Un Plan pour faire croître notre économie et rendre la vie plus abordable.*](#)

MUNISCOPE

789 Don Mills Road, Suite 704
Toronto, ON M3C 1T5
muniscope.ca

